

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

18 FÉVRIER 2014

**La modernisation des armes nucléaires
de la base aérienne de Kleine-Brogel**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR
M. DE DECKER
ET MME VERMEULEN

I. INTRODUCTION

À la suite de la demande d'explications n° 5-3948 de M. Bert Anciaux et des motions qui ont été déposées subséquemment, l'assemblée plénière du Sénat a décidé le 30 janvier 2014 de surseoir au vote en vue de charger la commission des Relations extérieures et de la Défense d'organiser un échange de vues sur la modernisation des armes nucléaires stationnées sur la base aérienne de Kleine-Brogel. Cet échange de vues a eu lieu le 18 février 2014.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2013-2014

18 FEBRUARI 2014

**De modernisering van de kernwapens op
de luchtmachtbasis van Kleine-Brogel**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DE DECKER
EN MEVROUW VERMEULEN

I. INLEIDING

Naar aanleiding van de vraag om uitleg nr. 5-3948 van de heer Bert Anciaux en de daarna tot besluit ingediende moties, heeft de plenaire vergadering van de Senaat op 30 januari 2014 beslist om, alvorens over te gaan tot stemming over de moties, de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landsverdediging te vragen een gedachtewisseling te houden over de modernisering van kernwapens op de luchtmachtbasis in Kleine-Brogel. Deze gedachtewisseling vond plaats op 18 februari 2014.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres/Leden :

N-VA	Patrick De Groot, Bart De Nijn, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Johan Verstreken.
sp.a	Dalila Douffi, Jan Roegiers.
Open Vld	Jean-Jacques De Gucht.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Benoit Hellings.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Wilfried Vandaële.
Hassan Boussetta, Jean-François Istasse, Fatiha Saïdi, Louis Siquet.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller. Cindy Franssen, Etienne Schouppe, Els Van Hoof.
Bert Anciaux, Fatma Pehlivani, Fauzaya Talhaoui. Nele Lijnen, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Bart Laeremans. Zakia Khattabi, Jacky Morael.
André du Bus de Warnaffe, Bertin Mampaka Mankamba.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. ANCIAUX

La présence d'armes nucléaires sur le territoire belge suscite la controverse depuis plus de 30 ans déjà.

Si le Parlement et la population ont initialement soutenu l'installation d'armes nucléaires en Belgique, force est de reconnaître que les choses ont incontestablement évolué. Si l'on organisait aujourd'hui un référendum sur l'utilité des armes nucléaires, sur la présence de telles armes sur le territoire belge et sur leur modernisation, une majorité de la population s'y opposerait.

L'appel au rejet de la mission nucléaire de la Belgique n'émane pas uniquement d'une majorité de citoyens de ce pays, mais il a aussi été lancé par d'anciens chefs de gouvernement comme Guy Verhofstadt, Jean-Luc Dehaene et Wilfried Martens. Même Willy Claes, ancien secrétaire général de l'OTAN, plaide sans réserve pour le retrait des armes nucléaires de Kleine-Brogel. S'il est vrai que ces personnalités n'ont pas tenu ce plaidoyer pendant qu'ils étaient au pouvoir, il n'empêche qu'ils défendent aujourd'hui leur point de vue avec beaucoup de conviction. Du reste, s'il y avait des secrets d'État ou autres justifiant l'importance de la présence d'armes nucléaires sur notre territoire, ces quatre personnalités en ont certainement connaissance et cela ne les a pas empêchées de lancer leur appel au retrait des armes nucléaires.

D'autres personnalités nationales et internationales, qui faisaient précédemment partie des partisans des armes nucléaires, se sont à présent prononcées contre ces armes. Citons l'exemple de Henri Kissinger, ex-secrétaire d'État américain.

Les arguments contre le maintien et la modernisation des armes nucléaires ne manquent pas.

Ainsi, la modernisation et l'amélioration de la disponibilité d'armes nucléaires sont incompatibles avec le traité de non-prolifération signé par la Belgique.

Dans la situation actuelle, les armes nucléaires n'ont plus aucune utilité militaire.

Une décision de modernisation éventuelle qui aura pour conséquence que les nouvelles armes nucléaires disponibles seront stationnées sur le territoire belge, ne va-t-elle pas à l'encontre de ce que souhaite la population belge ? Le Parlement doit pouvoir se prononcer clairement à ce sujet.

Les États-Unis sont le seul pays au monde qui stationne encore des armes nucléaires dans d'autres

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER ANCIAUX

De aanwezigheid van kernwapens op Belgisch grondgebied zorgt al meer dan 30 jaar voor controverse.

Ook al was er aanvankelijk steun in het parlement en bij de bevolking voor de plaatsing van kernwapens in België, sindsdien is er ontegensprekelijk een evolutie merkbaar. Indien er nu een referendum zou gehouden worden over het nut van kernwapens, de aanwezigheid van dergelijke wapens op Belgisch grondgebied en hun modernisering, dan zou een meerderheid van de bevolking zich hier tegen verzetten.

De oproep voor de afstoting van de Belgische kerntaak weerlinkt niet alleen bij de meerderheid van de burgers van dit land, maar ook bij onze voormalige regeringsleiders, Guy Verhofstadt, Jean-Luc Dehaene en Wilfried Martens. Zelfs Willy Claes, gewezen secretaris-generaal van de NAVO, pleit volmondig voor de verwijdering van de kernwapens uit Kleine-Brogel. Deze vier vooraanstaanden hebben dit pleidooi misschien niet gehouden toen ze daadwerkelijk hun functies uitoefenden, maar dat neemt niet weg dat ze nu met volle overtuiging hun standpunt verdedigen. Trouwens, als er staats- of andere geheimen zouden zijn die het belang voor de aanwezigheid van kernwapens op ons grondgebied zouden verantwoorden, dan hebben deze vier vooraanstaanden hiervan zeker kennis en desondanks lanceren ze hun oproep voor de verwijdering van de kernwapens.

Niet alleen op nationaal, maar ook op internationaal vlak, hebben belangrijke figuren en voormalige voorstanders van kernwapens, zich nu uitgesproken tegen deze wapens. Een voorbeeld hiervan is Henri Kissinger, gewezen minister van Buitenlandse Zaken van de VS.

Er zijn heel wat argumenten tegen het behoud en de modernisering van kernwapens.

Zo zijn de modernisering en de verbetering van de inzetbaarheid van kernwapens onverenigbaar met het Non-proliferatieverdrag dat België heeft ondertekend.

Kernwapens hebben in de huidige toestand ook geen enkel militair nut meer.

Gaat een beslissing over de eventuele modernisering, waarna de nieuwe inzetbare kernwapens op Belgisch grondgebied gestationeerd worden, niet volledig in tegen de wens van de bevolking ? Het parlement moet zich hierover duidelijk kunnen uitspreken.

De Verenigde Staten is het enige land ter wereld dat vandaag nog altijd kernwapens stationeert in andere

pays, ce qui est du reste interdit par le traité de non-prolifération. Si les États-Unis veulent continuer à investir dans des armes nucléaires, pourquoi ne les gardent-ils pas sur leur propre territoire ? Ils ne sont manifestement pas partisans de cette solution. Le retrait des armes américaines stationnées dans des pays tiers représenterait pourtant une économie considérable pour les États-Unis.

La modernisation de l'arsenal nucléaire est un gaspillage éhonté. Le nouveau programme d'armes nucléaires est l'un des plus chers de toute l'histoire. Si ce gouvernement doit faire des dépenses militaires, il ferait mieux d'investir dans un matériel plus utile. Les armes nucléaires existantes comptent en effet parmi les plus sûres de l'arsenal nucléaire; il y a d'autres types d'armes nucléaires qui auraient besoin d'être modernisés afin d'être plus sûrs.

L'argument selon lequel les armes nucléaires servent de monnaie d'échange dans le jeu de stratego avec la Russie ne tient pas non plus. Le 29 janvier 2014, les commissions compétentes de la Chambre ont organisé l'audition de M. Hans M. Kristensen, directeur du *Nuclear Information Project* (doc. Chambre, n° 53-3374/1), qui a notamment souligné qu'il était stratégiquement insensé de lier l'avenir des armes nucléaires de l'OTAN à celui des armes nucléaires russes. Une modernisation compliquera les négociations avec la Russie sur une réduction des arsenaux nucléaires respectifs, car la Russie en conclura logiquement qu'elle doit, elle aussi, moderniser son propre arsenal nucléaire. On se dirigera par conséquent vers une nouvelle course aux armements, ce qui ne contribuera évidemment pas à la paix dans le monde.

On affirme que ce gouvernement est lié par des traités. Tous les partis de la majorité n'adhèrent toutefois pas à cet argument et M. Hans Kristensen estime, lui aussi, que ce gouvernement n'est pas lié par des traités. En votant une motion demandant au gouvernement de se prononcer contre la modernisation des armes nucléaires tactiques, nous lui donnons des arguments pour éliminer ces armes ou, tout au moins, pour ne pas les moderniser.

Une étude de *Pax Christi* révèle que presque tous les pays de l'OTAN sont favorables à l'élimination des armes nucléaires. On pourrait donc aussi appliquer les règles de la démocratie au sein de l'OTAN, en ne faisant pas dépendre la décision uniquement de l'agenda de quelques pays. Il ne faut pas surestimer le consensus au sein de l'OTAN. L'OTAN a créé lui-même ce consensus en l'inscrivant à chaque fois dans ses documents, mais tant le Canada que la Grèce ont entre-temps procédé au retrait des armes nucléaires de leur territoire, sans entrer en conflit à ce propos avec l'OTAN. On ne peut donc pas brandir l'argument du consensus.

landen — wat trouwens krachtens het Non-prolifertieverdrag is verboden. Indien de VS nog altijd wenst te investeren in kernwapens, waarom ze dan niet op eigen grondgebied te houden ? Blijkbaar is de VS hiervan geen voorstander. Indien de wapens zouden teruggetrokken worden uit die andere landen, zou dit voor de VS wel een duidelijke besparing betekenen.

De vernieuwing van de kernwapens is een regelrechte geldverspilling. Het nieuwe kernwapenprogramma is een van de duurste ooit. Indien deze regering militaire uitgaven zou doen, dan kan dat beter aan nuttiger materiaal besteed worden. De bestaande kernwapens zijn immers één van de meer veiliger types van het kernarsenaal; andere types hebben veel meer nood aan modernisering voor een betere beveiliging.

Ook het argument dat de kernwapens als pasmunt gelden in het *strategospel* met Rusland gaat niet op. Op 29 januari 2014 hebben de bevoegde Kamercommissies een hoorzitting gehouden met Hans M. Kristensen, directeur van het *Nuclear Information Project* (stuk Kamer, nr. 53-3374/1), die onder meer heeft gewezen op het feit dat het strategisch onzin is om de toekomst van NAVO-kernwapens te linken aan die van Rusland. Een modernisering zal de onderhandelingen met Rusland over een wederzijdse reduc tie van kernwapens behoorlijk bemoeilijken, want Rusland zal daaruit logischerwijze besluiten tot modernisering van het eigen kernarsenaal. Bijgevolg stevent men af op een nieuwe wapenwedloop, wat uiteraard niet bijdraagt tot de wereldvrede.

Er wordt gesteld dat deze regering gebonden is door verdragen. Niet alle regeringspartijen zijn het daarmee echter eens en ook Hans Kristensen is van mening dat dat deze regering niet gebonden is door verdragen. Door een motie te stemmen waarin gevraagd wordt dat de regering zich tegen de modernisering van de tactische kernwapens zou uitspreken, geven we de regering argumenten om deze wapens te verwijderen of minstens niet te moderniseren.

Onderzoek van Pax Christie toont aan dat bijna alle NAVO-landen voor een verwijdering van de kernwapens zijn. Binnen de NAVO zouden dan ook de regels van de democratie mogen gelden, waarbij de beslissing niet alleen van enkele landen met een eigen agenda afhangt. We mogen de zogenaamde consensus binnen de NAVO niet overschatten. De NAVO heeft deze consensus zelf gecreëerd door dit steeds in haar documenten op te nemen, maar zowel Canada als Griekenland hebben ondertussen de kernwapens op hun grondgebied laten verwijderen, zonder hiermee in conflict te komen met de NAVO. Het argument van de consensus mag dus niet gebruikt worden.

L'argument selon lequel le gouvernement — ou un membre du gouvernement — a déjà approuvé la modernisation en mai 2007, ne tient pas. Tout d'abord, il n'est pas certain que cela ait été effectivement le cas et, à l'époque, le gouvernement était d'ailleurs en affaires courantes, de sorte que ni lui ni le Parlement ne sont liés par la décision. L'exécution et la confirmation de la décision doivent en tout cas être le fait du gouvernement actuel.

Les armes nucléaires font aussi peser de nombreux risques sur la sécurité. Des spécialistes prétendent qu'un simple impact de foudre sur un camion transportant des armes nucléaires peut avoir des conséquences terribles. Que dire alors des conséquences d'un attentat terroriste ?

Affirmer d'ores et déjà que l'éventuel successeur du F-16 ne pourra pas exécuter de missions nucléaires est une manière commode pour la Belgique de se débarrasser des armes nucléaires stationnées sur son territoire. Il y a là une fenêtre d'opportunité. La Belgique peut maintenant, avec les Pays-Bas et l'Allemagne, faire clairement la différence et poser les jalons d'un désarmement nucléaire.

L'intervenant souscrit par ailleurs à la thèse selon laquelle une motion pure et simple n'a plus aucun sens au Sénat. Autrefois, une motion était considérée comme une expression de défiance à l'encontre du gouvernement, mais la motion de M. Anciaux n'a rien à voir avec le fait de faire tomber le gouvernement, ni même le ministre compétent. L'intervenant espère dès lors que le Sénat renoncera à la motion pure et simple et organisera un vote ouvert sur le contenu de la motion.

La motion ne peut être qualifiée de simpliste : elle est, au contraire, pure et simple. Ce type de motion a déjà été adopté par le Parlement néerlandais.

La motion est un plaidoyer clair en faveur de l'ouverture immédiate de négociations concernant l'abandon des missions nucléaires belges ; elle demande que l'on insiste clairement pour qu'un éventuel remplaçant du F-16 ne puisse pas accomplir de missions nucléaires. Dans la motion, il est demandé au gouvernement de se prononcer contre la modernisation des armes nucléaires tactiques et de plaider par tous les moyens pour que cette modernisation n'ait pas lieu.

III. ÉCHANGE DE VUES

M. De Decker rappelle qu'en 1980, il se trouvait au cabinet du ministre de la Défense de l'époque, et que la condition posée par Jean Gol pour qu'il y soit était qu'il ait accès au dossier nucléaire, au moment où se posait la question des missiles Cruise et Pershing en Europe.

Het argument dat de regering, of een regeringslid, in mei 2007 de modernisering reeds heeft goedgekeurd, gaat niet op. Vooreerst is het niet zeker of dat inderdaad gebeurd is en op dat ogenblik was de regering trouwens in lopende zaken, waardoor noch de regering en noch het parlement door de beslissing gebonden zijn. Uitwerking en consolidatie van de beslissing moeten in ieder geval onder de huidige regering gebeuren.

Er zijn ook heel wat veiligheidsrisico's verbonden aan de kernwapens. Deskundigen beweren dat een gewone blikseminslag op een vrachtwagen die kernwapens verplaatst, al verschrikkelijke gevolgen kan hebben. Wat dan ingeval van een terroristische aanslag ?

Door nu al te stellen dat de eventuele opvolger van de F16 geen nucleaire taak mag hebben, kan België zich op een handige manier ontdoen van de kernwapens op haar grondgebied. Er dient zich een «*window of opportunity*» aan. België kan, samen met Nederland en Duitsland, nu een duidelijk verschil maken en stappen zetten in de richting van nucleaire ontwapening.

Spreker is het overigens eens met de stelling dat een gewone motie geen enkele betekenis meer heeft in de Senaat. Vroeger werd een motie beschouwd als een uiting van wantrouwen tegen de regering, maar de motie van de heer Anciaux heeft niets te maken met het afvallen van de regering, zelfs niet van de bevoegde minister. Spreker hoopt dan ook dat de Senaat nu zal afstappen van de gewone motie en een open stemming zal houden over de inhoud van zijn motie.

De motie kan niet simplistisch genoemd worden wel integendeel : ze is duidelijk en eenvoudig. Dit soort motie werd door het Nederlandse parlement reeds aangenomen.

De motie is een helder pleidooi om de onderhandelingen voor de afstoting van de Belgische kerntaak onverwijld aan te vatten en duidelijk te beklemtonen dat een eventuele vervanger van de F-16 geen nucleaire taak mag hebben. In de motie wordt aan de regering gevraagd om zich uit te spreken tegen de modernisering van de tactische kernwapens en er optimaal voor te ijveren om deze modernisering niet te laten plaatsvinden.

III. GEDACHTEWISSELING

De heer De Decker herinnert eraan dat hij in 1980 deel uitmaakte van het kabinet van de toenmalige minister van Landsverdediging, en dat Jean Gol als voorwaarde voor zijn aanwezigheid daar voorop had gesteld dat hij toegang kreeg tot het kernwapendossier, op het moment dat de opstelling van Cruise- en Pershingraketten in Europa ter sprake kwam.

L'intervenant a donné à l'époque de très nombreuses conférences dans les écoles et les universités du pays. Les opposants aux missiles étaient fort nombreux. Ils furent jusqu'à 300 000 à descendre dans les rues de Bruxelles. L'orateur a longuement expliqué pourquoi, dans le cadre de la dissuasion, et face au déploiement des missiles soviétiques SS20, notamment en Pologne et en Tchéquie, il était indispensable de déployer des armes en Europe. On connaît l'issue de ce rapport de forces, qui s'est achevé lorsque Gorbatchev et Reagan étaient présidents de leur pays respectif, et que ces armes ont été retirées.

En 1994, l'orateur fut également chargé par l'Assemblée de l'UEO d'un rapport sur l'avenir de l'armement nucléaire, rapport dont le texte est à la disposition des membres de la Commission.

Enfin, l'intervenant se trouvait récemment à l'assemblée parlementaire de l'OTAN, où il a interrogé le *Supreme Allied Commander (SACEUR)* sur la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN.

Quant au fond, la question fondamentale est la suivante : l'arme nucléaire existe et l'on ne peut pas la « désinventer ». Tout pays qui développe le nucléaire civil à un certain niveau peut, par l'enrichissement de l'uranium, le transformer en arme militaire.

En ce qui concerne l'argument selon lequel l'opinion publique est opposée aux armes nucléaires, M. De Decker fait observer que, si l'on faisait un sondage, il montrerait sans doute que l'opinion publique est opposée même au nucléaire civil. Cela ne constitue pas un argument majeur. Dans la démocratie représentative, c'est aux élus à prendre leurs responsabilités et à assumer des décisions nécessaires mais parfois impopulaires.

Un autre argument est que ces armes n'ont plus d'utilité militaire réelle. L'orateur accepte cet argument, mais il estime que la question fondamentale n'est pas là.

Si l'on veut s'opposer aux armes nucléaires, il faut agir sur le plan politique, en étant conscient du dossier et de ses enjeux : le but est de réduire considérablement l'armement nucléaire.

L'un des objectifs du rapport de l'intervenant à l'UEO en 1994 était de dénoncer la situation de l'époque, où il y avait de part et d'autre 30 000 têtes nucléaires. À ce moment-là, la doctrine de l'OTAN et des États-Unis face au surarmement soviétique était la doctrine MAD (*mutual assured destruction*). Cette situation était absurde.

Lors de la rédaction de son rapport à l'UEO, à l'époque du processus de naissance de la *perestroïka* et

Spreker heeft in die tijd zeer veel lezingen gegeven in de Belgische scholen en universiteiten. Velen waren tegen de raketten; met 300 000 kwamen ze op straat in Brussel. Spreker heeft een uitgebreide uitleg gegeven over de noodzaak om wapens op te stellen in Europa, in het raam van de afschrikking en als antwoord op de plaatsing van de SS20-raketten van de Sovjet-Unie, in Polen en Tsjechië in het bijzonder. We weten hoe deze krachtmeting is geëindigd, toen Gorbatsjov en Reagan als presidenten aan het hoofd van hun land stonden, en die wapens werden teruggetrokken.

In 1994 werd spreker door de WEU-Assemblee eveneens belast met een verslag over de toekomst van de kernbewapening, een verslag waarvan de tekst aan de leden van de commissie werd meegedeeld.

Ten slotte heeft spreker onlangs, tijdens de parlementaire assemblee van de NAVO, een aantal vragen gesteld aan de *Supreme Allied Commander (SACEUR)* over de modernisering van de NAVO-kernwapens.

De hamvraag is de volgende : kernwapens bestaan, en ze kunnen niet ongedaan gemaakt worden. Ieder land dat tot op een bepaald niveau kernenergie voor civiele doeleinden ontwikkelt, kan die omvormen tot een militair wapen door het verrijken van uranium.

Wat het argument betreft dat de publieke opinie tegen kernwapens is, merkt de heer De Decker op dat, wanneer er een opinieonderzoek zou worden uitgevoerd, dat ongetwijfeld zou aantonen dat de publieke opinie zelfs gekant is tegen civiele kernenergie. Dat vormt geen belangrijk argument. In een representatieve democratie komt het de verkozenen toe hun verantwoordelijkheid op te nemen en de nodige maar soms onpopulaire beslissingen te nemen.

Dat die wapens geen reëel militair nut meer hebben, vormt een ander argument. Spreker aanvaardt dit argument, maar hij meent dat de hamvraag niet daarom draait.

Wanneer men zich wil verzetten tegen kernwapens, moet dat op politiek vlak geschieden, en moet men zich bewust zijn van het dossier waarbinnen dat verzet zich afspeelt : het is de bedoeling om kernbewapening aanzienlijk te beperken.

Een van de doelstellingen van het verslag dat spreker in 1994 opstelde voor de WEU was om de toenmalige situatie aan de kaak te stellen — aan weerskanten waren er toen 30 000 kernkoppen. Op dat ogenblik hanteerden de NAVO en de Verenigde Staten de MAD-doctrine (*mutual assured destruction*) ten aanzien van de Sovjet-overbewapening. Die situatie was absurd.

Bij het opstellen van zijn verslag voor de WEU, toen *perestrojka* en *glasnost* in volle ontwikkeling

de la *glasnost*, l'orateur a passé quelques jours à Washington et à Moscou. Il a été reçu, avec l'ambassadeur belge, au ministère de la Défense russe, où il a rencontré une série d'officiers et de généraux soviétiques. Ceux-ci cherchaient à savoir pourquoi un Belge venait les interroger sur leur armement nucléaire tandis que, de son côté, l'intervenant tentait de leur faire dire vers quelle réduction d'armement nucléaire ils étaient prêts à aller. À l'époque, et c'est malheureusement encore le cas, il était notoire que la Russie considérait, vu la faiblesse de son armement conventionnel, que le symbole de la puissance russe était l'arme nucléaire. Au vu des pays voisins de la Russie, on peut aussi comprendre que celle-ci souhaite garder des armes de dissuasion.

Les armes stratégiques sont là pour assurer la dissuasion, y compris l'arme nucléaire britannique et l'arme nucléaire française, auxquelles on ne renoncera jamais.

La question porte donc non tant sur l'utilité des armes tactiques, mais sur l'utilité, dans le cadre de la dissuasion, de la solidarité au sein de l'OTAN, pour amener la Russie à réduire davantage son armement.

En 1994, les Américains avaient 7 800 têtes nucléaires tactiques. Ils en ont encore 780 aujourd'hui.

En 1991, l'URSS détenait 15 000 à 20 000 armes tactiques. Au moment de son effondrement, l'URSS avait encore 21 700 armes tactiques, dont 6700 à l'armée de terre, 7 000 pour l'aviation de combat, 5 000 pour la marine et 3 000 pour les forces de défense anti-aérienne antimissile nucléaire. Pour rappel, la Belgique a aussi disposé d'armes nucléaires antiaériennes. Elles ont heureusement été supprimées. À l'heure actuelle, l'URSS dispose encore de 2 000 armes tactiques de cette nature.

L'objectif est, dans le cadre de la politique de l'OTAN, d'assurer la dissuasion (qui dépend de l'armement nucléaire) et la défense, dans un monde que l'OTAN veut le moins nucléaire possible.

Ce qui compte, ce sont la solidarité et la réciprocité dans l'OTAN.

L'État belge a confirmé à de nombreuses reprises, dans des actes officiels atlantiques et européens, qu'il n'y a pas de défense de l'Europe possible sans dissuasion nucléaire. Cela fait partie des principes fondamentaux auxquels la Belgique a souscrit au niveau européen (plate-forme de La Haye) et au sein de l'OTAN. L'orateur renvoie à un communiqué de l'OTAN du 20 mai 2012, auquel le gouvernement belge a totalement souscrit :

waren, heeft spreker enkele dagen doorgebracht in Washington en Moskou. Hij werd samen met de Belgische ambassadeur ontvangen door de Russische minister van Defensie, en ontmoette daarbij een aantal Sovjet-officieren. Die laatsten probeerden te weten te komen waarom een Belg hen vragen kwam stellen over hun kernbewapening, terwijl spreker trachtte te vernemen hoever zij bereid waren te gaan in de kernontwapening. Toentertijd, en dat is jammer genoeg nog steeds zo, was het algemeen bekend dat Rusland kernwapens beschouwde als het symbool van de Russische macht, gelet op hun zwakke conventionele bewapening. Als men ziet wie de buurlanden van Rusland zijn, is het ook begrijpelijk dat het land wapens ter afschrikking wenst te behouden.

Strategische wapens dienen om de afschrikking te waarborgen, met inbegrip van de Britse en de Franse kernwapens, waarvan men nooit afstand zal doen.

Het gaat dus niet zozeer over het nut van tactische wapens, maar over de mate waarin de solidariteit binnen de NAVO er Rusland, in het raam van de afschrikking, kan toebrengen om hun bewapening meer te beperken.

In 1994 hadden de Amerikanen 7 800 tactische kernkoppen. Vandaag hebben ze er nog 780.

In 1991 had de USSR 15 000 tot 20 000 tactische wapens. Toen ze ineenstortte, waren dat er nog 21 700, waarvan de landmacht er 6700 had, de gevechtsluchtmacht 7 000, de zeemacht 5 000 en de luchtafweertroepen voor kernraketten 3000. Ter herinnering, ook de Belgische luchtafweer heeft kernwapens ter beschikking gehad. Gelukkig werden die geschrapt. Momenteel beschikt de voormalige USSR nog over 2 000 tactische wapens van die aard.

Het is de bedoeling om, in het raam van het NAVO-beleid, de afschrikking (die afhankelijk is van kernbewapening) en de verdediging te waarborgen, in een wereld met -als het van de NAVO afhangt- zo weinig mogelijk kernwapens.

Wat telt, zijn solidariteit en wederkerigheid binnen de NAVO.

De Belgische Staat heeft vaak genoeg in officiële Atlantische en Europese akten bevestigd dat er geen Europese verdediging mogelijk is zonder nucleaire afschrikking. Dat maakt deel uit van de fundamentele principes die België op Europees niveau (platform van Den Haag) en in de NAVO onderschreven heeft. Spreker verwijst naar een NAVO-communiqué van 20 mei 2012, waar de Belgische regering zich volledig heeft bij aangesloten :

« Au sommet de Lisbonne, les chefs d'État et de gouvernement ont demandé une revue de la posture générale de l'OTAN s'agissant de la dissuasion et de la défense (...).

La responsabilité première de l'Alliance est de protéger et de défendre le territoire et la population de ses pays membres contre une attaque, conformément à l'article 5 du Traité de Washington. (...). L'OTAN veillera à disposer de tout l'éventail des capacités nécessaires pour assurer la dissuasion et la défense contre toute menace pesant sur la sécurité et la sûreté de nos populations, et ce d'où qu'elle provienne. L'objectif des Alliés est de renforcer la dissuasion en tant qu'un des éléments centraux de la défense collective et de contribuer à la sécurité, indivisible, de l'Alliance. ».

En ce qui concerne la question de la modernisation, le texte du communiqué énonce :

« La revue a renforcé la cohésion de l'Alliance et a assuré que sa posture reste crédible. La revue a également montré une nouvelle fois l'utilité des efforts déployés par l'Alliance pour influer positivement sur l'environnement de sécurité international, et ce grâce à la sécurité coopérative et la contribution que la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération peuvent apporter pour qu'elle atteigne ses objectifs de sécurité, qui cadrent parfaitement avec les buts et les principes de la Charte des Nations unies et du Traité de l'Atlantique Nord. L'OTAN continuera de chercher à assurer la sécurité au niveau de forces le plus bas possible.

Le concept stratégique de l'OTAN décrit un environnement de sécurité qui recèle des possibilités et des défis multiples et changeants pour la sécurité du territoire et des populations des pays. ».

En ce qui concerne les forces nucléaires, le communiqué indique :

« Les armes nucléaires sont une composante essentielle des capacités globales de dissuasion et de défense de l'OTAN, aux côtés des forces conventionnelles et des forces de défense antimissile. (...)

Les conditions dans lesquelles un recours à l'arme nucléaire pourrait être envisagé sont extrêmement improbables. Aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires, l'OTAN restera une alliance nucléaire. La garantie suprême de la sécurité des Alliés est apportée par les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance, en particulier celles des États-Unis; les forces nucléaires stratégiques indépendantes du Royaume-Uni et de la France, qui ont un rôle de dissuasion propre, contribuent à la dissuasion globale et à la sécurité des Alliés.

Les Alliés prennent note de l'importance des garanties de sécurité négatives indépendantes et unilatérales offertes par les États-Unis, le Royaume-

« At the Lisbon Summit, the Heads of State and Government mandated a review of NATO's overall posture in deterring and defending (...).

The greatest responsibility of the Alliance is to protect and defend our territory and our populations against attack, as set out in Article 5 of the Washington Treaty. (...). NATO will ensure that it maintains the full range of capabilities necessary to deter and defend against any threat to the safety and security of our populations, wherever it should arise. Allies » goal is to bolster deterrence as a core element of our collective defence and contribute to the indivisible security of the Alliance. ».

In verband met het probleem van de modernisering, staat het volgende in het communiqué :

« The review has reinforced Alliance cohesion and the continuing credibility of its posture. The review has also demonstrated anew the value of the Alliance's efforts to influence the international security environment in positive ways through cooperative security and the contribution that arms control, disarmament and non-proliferation can play in achieving its security objectives, objectives that are fully in accord with the purposes and principles of the UN Charter and the North Atlantic Treaty. NATO will continue to seek security at the lowest possible level of forces.

NATO's Strategic Concept describes a security environment that contains a broad and evolving set of opportunities and challenges to the security of NATO territory and populations. ».

Over de kernmachten zegt het communiqué :

« Nuclear weapons are a core component of NATO's overall capabilities for deterrence and defence alongside conventional and missile defence forces. (...)

The circumstances in which any use of nuclear weapons might have to be contemplated are extremely remote. As long as nuclear weapons exist, NATO will remain a nuclear alliance. The supreme guarantee of the security of the Allies is provided by the strategic nuclear forces of the Alliance, particularly those of the United States; the independent strategic nuclear forces of the United Kingdom and France, which have a deterrent role of their own, contribute to the overall deterrence and security of the Allies.

Allies acknowledge the importance of the independent and unilateral negative security assurances offered by the United States, the United Kingdom

Uni et la France. Ces dispositions, sans préjuger des conditions particulières que chaque État y a attachées, s'agissant notamment du droit naturel de légitime défense tel qu'il est reconnu par l'article 51 de la Charte des Nations unies, garantissent le non-recours ou la non-menace de recours à l'arme nucléaire contre des États non dotés d'armes nucléaires qui sont parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et qui se conforment à leurs obligations de non-prolifération nucléaire. ».

L'objectif de l'Alliance dans ce domaine est donc toujours de convaincre de la non-prolifération, et ensuite de réduire autant que possible les arsenaux nucléaires.

Le texte poursuit :

« Tout en cherchant à ménager des conditions propices à de nouvelles réductions des armes nucléaires non stratégiques affectées à l'OTAN et en étudiant les diverses possibilités s'offrant en la matière, les Alliés concernés « feront en sorte que tous les éléments composant la dissuasion nucléaire de l'OTAN restent sûrs, sécurisés et efficaces aussi longtemps que l'Alliance demeurera une alliance nucléaire. (...). ».

L'intervenant a demandé au *Supreme Allied Commander* ce qu'il en était de la modernisation des armes tactiques dont il est question. Il a répondu par l'image suivante : lorsqu'on dispose d'un ascenseur, il arrive un moment où il faut le moderniser pour assurer sa sécurité. En ce qui concerne les armes en question, si elles subsistent, on a intérêt à les moderniser pour leur sécurité. On ne change ni le type ni la mission de l'arme, mais en la modernisant, on l'adapte en vue d'une plus grande sécurisation.

Le communiqué ajoute encore :

« Conformément à notre engagement de rester une alliance nucléaire aussi longtemps qu'existeront des armes nucléaires, les Alliés sont convenus que le Conseil chargera les comités compétents de mener une réflexion sur la manière d'assurer une participation aussi large que possible des Alliés concernés à leurs arrangements pour le partage du nucléaire, notamment au cas où l'OTAN devrait décider de réduire sa dépendance à l'égard des armes nucléaires non stratégiques stationnées en Europe. ».

Il est donc tout à fait certain qu'en ce qui concerne son armement non stratégique en Europe, le but de l'OTAN et du gouvernement belge, comme celui des autres gouvernements membres de l'organisation, est d'arriver à la suppression du nucléaire tactique. Cela doit se faire dans le cadre du rapport de forces avec ce grand voisin — qui doit devenir de plus en plus notre partenaire — que l'on doit convaincre de réduire aussi

and France. Those assurances guarantee, without prejudice to the separate conditions each State has attached to those assurances, including the inherent right to self-defence as recognised under Article 51 of the United Nations Charter, that nuclear weapons will not be used or threatened to be used against Non-Nuclear Weapon States that are party to the Non-Proliferation Treaty and in compliance with their nuclear non-proliferation obligations. ».

De doelstelling van de Alliantie op dat gebied is dus steeds te overtuigen van de non-proliferatie, en vervolgens de kernwapenarsenalen zoveel mogelijk te beperken.

De tekst gaat verder :

« While seeking to create the conditions and considering options for further reductions of non-strategic nuclear weapons assigned to NATO, Allies concerned will ensure that all components of NATO's nuclear deterrent remain safe, secure, and effective for as long as NATO remains a nuclear alliance. (...). ».

Spreker heeft de *Supreme Allied Commander* gevraagd naar de stand van de modernisering van de tactische wapens waarvan sprake is. Hij antwoordde met het volgende beeld : wanneer men een lift heeft, komt er een moment waarop ze gemoderniseerd moet worden om haar veiligheid te verzekeren. Indien de wapens in kwestie blijven bestaan, hebben we er belang bij ze te moderniseren opdat ze veilig zijn. We veranderen noch het type, noch de opdracht van het wapen, maar door het te moderniseren passen we het aan met het oog op een betere beveiliging.

Het communiqué voegt er dit nog aan toe :

« Consistent with our commitment to remain a nuclear alliance for as long as nuclear weapons exist, Allies agree that the NAC will task the appropriate committees to develop concepts for how to ensure the broadest possible participation of Allies concerned in their nuclear sharing arrangements, including in case NATO were to decide to reduce its reliance on non-strategic nuclear weapons based in Europe. ».

Wat de niet-strategische bewapening in Europa betreft, staat het dus buiten kijf dat de NAVO en de Belgische regering, alsook de andere regeringen die lid zijn van de organisatie, de verwijdering van de tactische kernwapens beogen. Dat moet gebeuren in het raam van de machtsverhoudingen met die grote buur — hij moet steeds meer onze partner worden — die we ervan moeten overtuigen om ook zijn

ses armes tactiques en Europe. C'est pourquoi la solidarité entre les pays de l'OTAN est si nécessaire.

Pour sa part, l'orateur constate que l'arme nucléaire existe et ne disparaîtra pas. Il ne veut pas imaginer un instant que lui-même ou les générations futures vivent dans une Europe dénucléarisée, alors que le monde se dote d'armes nucléaires. L'Europe se mettrait ainsi dans la gueule du loup et s'exposerait à tous les chantages de la planète.

L'orateur croit donc à l'utilité de l'armement stratégique au plus bas niveau possible. Il s'inscrit à cet égard dans une optique « gaulliste », selon laquelle l'Europe doit être dotée de son indépendance. C'est ce que De Gaulle voulait pour la France, et ce qu'il voudrait très certainement pour l'Europe s'il était toujours vivant aujourd'hui.

Mais De Gaulle et la France pensaient aussi à la dissuasion du faible à l'égard du fort. Il est totalement inutile de disposer de milliers d'armes nucléaires. On peut les réduire à un nombre très limité, car l'arme nucléaire sert à empêcher la guerre. L'intervenant est convaincu que, si l'on n'avait pas disposé de cette arme, on aurait eu une troisième guerre mondiale en Europe.

Aujourd'hui, la Russie n'est plus notre ennemie, comme c'était le cas il y a 50 ans. Nous sommes en négociation avec elle pour la convaincre de réduire le nombre de ses armes nucléaires.

En revanche, nous sommes sous la menace de l'arme pakistanaise. Le Pakistan est actuellement l'un des pays les plus dangereux du monde, comme le dit Bernard-Henry Lévy. L'instabilité politique y est énorme. Ce pays a collaboré avec Al-Qaïda. Ben Laden a été protégé dans un domaine militaire pakistanaise.

L'orateur fonde beaucoup d'espoirs sur les négociations que l'on mène actuellement avec l'Iran où, grâce au partenariat entre Russes et Américains, on pourrait convaincre les Iraniens de renoncer à l'arme nucléaire. Cependant, la presse fait état de difficultés liées au fait que les ayatollahs iraniens s'opposent à ce processus au motif que les Européens et les Américains sont à leurs yeux les adversaires de l'Iran, et que le développement de l'arme nucléaire doit donc être poursuivi.

Il est probable que, dans dix ans, l'Iran, ses ayatollahs et sa théocratie disposeront de l'arme nucléaire. Dans un tel monde, si l'Europe ne dispose pas de cette arme, elle sera à la merci d'un chantage provenant d'un État théocratique comme l'Iran.

C'est pourquoi l'orateur comprend l'attitude de tous les gouvernements belges, y compris les gouvernements Verhofstadt, Martens et Dehaene, et celle de Willy Claes lorsqu'il était secrétaire général de l'Otan.

tactische wapens in Europa te verminderen. Om die reden is solidariteit tussen de NAVO-landen zo nodig.

Spreker stelt vast dat het kernwapen bestaat en niet zal verdwijnen. Hij mag er niet aan denken dat hijzelf of de toekomstige generaties in een kernwapenvrij Europa zouden leven, terwijl de wereld zich met kernwapens uitrust. Op die manier gooit Europa zichzelf voor de leeuwen en stelt het zich bloot aan alle mogelijke chantage.

Spreker gelooft in het nut van strategische bewapening op een zo laag mogelijk niveau. Hij sluit zich in dat opzicht aan bij een « gaullistische » visie, die zegt dat Europa over zijn onafhankelijkheid moet beschikken. Het is dat wat De Gaulle voor Frankrijk wou en wat hij ongetwijfeld voor Europa zou willen indien hij vandaag nog zou leven.

Maar De Gaulle en Frankrijk dachten ook aan de afschrikkingssmacht die kan uitgaan van de zwakke. Het is volstrekt overbodig duizenden kernwapens te hebben. Men kan ze tot een heel klein aantal beperken, want het kernwapen dient om oorlog te voorkomen. Spreker is ervan overtuigd dat, mochten we dat wapen niet hebben gehad, er in Europa een derde wereldoorlog was uitgebroken.

Vandaag is Rusland onze vijand niet meer zoals het dat 50 jaar geleden was. We onderhandelen met het land om het ervan te overtuigen zijn kernwapens te beperken.

We leven evenwel onder de dreiging van het Pakistaanse wapen. Momenteel is Pakistan een van de gevaarlijkste landen ter wereld, zoals Bernard-Henry Lévy zegt. De politieke onstabilitéit is er zeer groot. Dat land heeft samengewerkt met Al-Qaida. Ben Laden werd beschermd op een Pakistaans militair domein.

Spreker vestigt veel hoop op de onderhandelingen die men nu met Iran voert, waar men dankzij het partnerschap van Russen en Amerikanen de Iraniërs ervan kan overtuigen van het kernwapen af te zien. De pers maakt gewag van problemen door het feit dat de Iraanse ayatollahs zich tegen dat proces verzetten omdat de Europeanen en de Amerikanen tegenstanders van Iran zijn, en de ontwikkeling van het kernwapen daarom moet worden voortgezet.

Waarschijnlijk zal Iran, met zijn ayatollahs en zijn theocratie, binnen tien jaar over het kernwapen beschikken. Indien Europa in een dergelijke wereld niet over dat wapen beschikt, zal het overgeleverd zijn aan chantage van landen zoals Iran.

Spreker begrijpt daarom de houding van alle Belgische regeringen, ook van de regeringen Verhofstadt, Martens en Dehaene, en de houding van Willy Claes toen hij NAVO-secretaris-generaal was. Als

Tous, en tant que responsables politiques, défendaient la dissuasion nucléaire.

Si la motion de M. Anciaux était adoptée, cela poserait un problème fondamental au sein de la majorité. Cela poserait immédiatement la question de confiance au sein du gouvernement, parce que notre liberté à tous en dépend à long terme.

L'orateur espère que les armes nucléaires tactiques disparaîtront le plus vite possible. C'est la position du gouvernement, et l'on négociera dans ce sens.

Pour le reste, dans un monde où l'arme nucléaire ne peut pas être désinventée, l'Europe doit être protégée par l'arme nucléaire stratégique. Jamais le parti de l'orateur ne s'inscrira dans la perspective d'une Europe qui renoncerait à l'arme nucléaire, dans un monde où certains pays, dont plusieurs figurent parmi les plus instables, continueraient à la développer.

Pour M. Hellings, les armes nucléaires sont d'une importance telle qu'elles méritent un débat approfondi au Parlement, ainsi qu'un vote. On ne peut laisser ni à l'une ou l'autre instance, ni au gouvernement le soin de prendre des décisions en la matière. Depuis des dizaines d'années, les décisions relatives aux armes nucléaires sont en effet prises sans la moindre participation du Parlement, voire du gouvernement.

Aux Pays-Bas, le Parlement a demandé, dans une motion, de renoncer à la modernisation des armes nucléaires B61 stockées sur le territoire national, mais le gouvernement ne l'a pas suivi. L'intervenant craint qu'on réserve le même sort à la motion de M. Anciaux.

L'exposé de M. De Decker démontre que les armes nucléaires étaient en réalité les armes de destruction massive des années 80. Depuis, les autres armes de la Guerre froide, y compris les mines antipersonnel et les bombes à fragmentation, ont disparu et la Belgique a joué un rôle de pionnier dans l'élaboration de conventions internationales visant à interdire ces engins. Dans l'intervalle, un consensus a été trouvé à l'échelle mondiale pour interdire les mines antipersonnel et les bombes à fragmentation. Il devrait être possible de faire de même en ce qui concerne les armes nucléaires.

Pourquoi devrions-nous conserver sur notre territoire des armes nucléaires tactiques ? Parce que le Pakistan en a aussi ? Le Pakistan est considéré comme un pays dangereux parce qu'il est dirigé par Al Qaida. Al Qaida n'est ni un État, ni une armée; c'est un mouvement. Comment peut-on bombarder un mouvement ?

L'Iran veut disposer d'armes nucléaires parce qu'Israël et les pays de l'OTAN en ont aussi. Toute la question de la dissuasion tourne autour de ce constat : certains pays veulent disposer d'armes nucléaires parce que d'autres en ont.

politiek leidinggevenden verdedigden zij allen de nucleaire afschrikking.

Als de motie van de heer Anciaux wordt aangenomen, rijst er een fundamenteel probleem binnen de meerderheid. Dan ontstaat onmiddellijk de vertrouwenskwestie in de regering, omdat ons aller vrijheid op lange termijn ervan afhangt.

Spreker hoopt dat de tactische kernwapens zo snel mogelijk zullen verdwijnen. Dat is het standpunt van de regering en er zal in die zin worden onderhandeld.

Voor het overige moet Europa, in een wereld waarin het kernwapen niet ongedaan kan worden gemaakt, door het strategische kernwapen worden beschermd. De partij van spreker zal het nooit eens zijn met een visie waarin Europa van het kernwapen afziet, in een wereld waar bepaalde landen, waaronder enkele van de onstabiele, dat wapen blijven ontwikkelen.

Voor de heer Hellings zijn kernwapens dermate belangrijk dat ze een grondig debat in het parlement verdienen, en ook een stemming. Men kan de beslissingen niet overlaten aan één of andere instantie, ook niet aan de regering. Sinds tientallen jaren worden beslissingen inzake kernwapens immers genomen zonder enige inspraak van het parlement, zelfs niet van de regering.

Het Nederlandse parlement heeft in een motie gevraagd af te zien van de modernisering van de B61-atoomwapens die opgeslagen liggen op hun grondgebied, maar de Nederlandse regering is haar niet gevuld. Spreker vreest dat ook dat de motie van de heer Anciaux hetzelfde lot beschoren is.

Het betoog van senator De Decker toont aan dat kernwapens in feite de massavernietigingswapens van de jaren '80 zijn. Andere wapens uit de Koude Oorlog zijn ondertussen verdwenen, inclusief de antipersoonsmijnen en de clusterbommen, waarbij België zelfs een voortrekkersrol heeft gespeeld bij de totstandkoming van internationale verdragen voor het verbod op deze tuigen. Ondertussen werd een wereldwijde consensus bereikt om antipersoonsmijnen en clusterbommen te verbieden. Hetzelfde zou mogelijk kunnen zijn voor kernwapens.

Waarom zouden we tactische kernwapens op ons grondgebied moeten houden ? Omdat Pakistan ze ook heeft ? Pakistan wordt als een gevaarlijk land gezien, omdat het door Al Qaida wordt geleid. Al Qaida is geen land noch een leger, maar wel een beweging. Hoe kan men bommen gooien op een beweging ?

Iran wil kernwapens omdat Israël en de NAVO-landen er ook hebben. Hierond draait heel de kwestie van de afschrikking : landen willen beschikken over kernwapens omdat andere landen ze ook hebben.

La Belgique a signé le Traité de non-prolifération. Dans la hiérarchie des normes, un traité prime toujours un communiqué de presse, même si ce dernier émane de l'OTAN. Ce communiqué de presse datant du mois de mai 2012 a d'ailleurs été publié sous un gouvernement d'affaires courantes.

Les informations sur les armes nucléaires dont nous disposons ne trouvent pas leur origine dans un document mis à disposition par le gouvernement, mais sont faites de plusieurs bribes, glanées là et là. D'après ces informations, une vingtaine de têtes nucléaires seraient stationnées sur le territoire belge. M. Kristensen, directeur du Projet d'information nucléaire, a, sur la base du contingentement de la Force aérienne américaine (130 hommes) à Kleine-Brogel et des rapports et missions (ainsi qu'en se fondant sur des rapports de la Cour des comptes américaine), rassemblé toute une série d'informations relatives aux pays dans lesquels sont stationnées des armes nucléaires américaines.

Il est inadmissible que des décisions qui mettent en péril la sécurité des citoyens et la sécurité des finances publiques soient prises sans la moindre forme de transparence.

Il ressort en effet d'informations indirectes que ces armes nucléaires ne sont pas seulement stationnées dans un certain nombre de pays européens, mais qu'elles sont aussi souvent déplacées de sites européens vers des sites américains et vice-versa. Ceci implique un risque énorme pour la sécurité des citoyens qui peuvent être exposés à celles-ci. Et cette insécurité est réelle : en Espagne, des armes nucléaires sont déjà tombées d'un avion. L'objectif politique et militaire des armes nucléaires étant devenu totalement obsolète, il s'agit d'un risque inadmissible.

Ce risque menace aussi les finances publiques. Il ressort en effet du rapport de la Cour des comptes américaine (mai 2011) que certains pays de l'OTAN ont donné leur accord non seulement pour la production de nouvelles armes nucléaires tactiques, mais aussi pour l'achat du F35. Cet accord n'a été signé ni par un ministre belge, ni par un officier supérieur de l'Armée belge, mais il nous oblige tout de même à acheter du matériel militaire pour des milliards d'euros !

La pression exercée par les États-Unis pour qu'on opte pour le F35 est aussi absolument inadmissible, d'autant que le Parlement est complètement mis hors jeu sur cette question.

Dans le communiqué de presse de l'OTAN (mai 2012), il est précisé que le stationnement des armes nucléaires est sûr, sécurisé et efficace. Il s'agit précisément de trois notions diamétralement opposées à celle d'« arme nucléaire ».

België heeft het Non-proliferatieverdrag ondertekend. In de hiërarchie van de normen heeft een verdrag nog altijd voorrang op een perscommuniqué, zelfs één uitgaande van de NAVO. Trouwens, dat perscommuniqué van mei 2012 is er gekomen onder een regering van lopende zaken.

De informatie over kernwapens waarover we nu kunnen beschikken, vindt haar oorsprong niet in een document dat door de regering ter beschikking werd gesteld, maar bestaat uit verschillende stukjes die hier en daar worden verzameld. Volgens die informatie zouden er ongeveer twintig kernkoppen op het Belgisch grondgebied gestationeerd zijn. Hans M. Kristensen, directeur van het *Nuclear Information Project*, heeft evenals op basis van de contingentering van de Amerikaanse luchtmacht (130 man) in Kleine-Brogel, op basis van verslagen en missie-opdrachten (hierbij ook verslagen van de Amerikaanse Rekenkamer), heel wat informatie bijeen gesprokkeld over landen waar de Amerikaanse kernwapens gestationeerd zijn.

Het is onaanvaardbaar dat beslissingen, die de veiligheid van de burgers én de veiligheid van de openbare financiën in het gedrang brengen, zonder enige vorm van transparantie worden genomen.

Immers, uit indirecte informatie blijkt dat die kernwapens niet alleen gestationeerd zijn in een aantal Europese landen, maar ook veelvuldig worden verplaatst van Europese installaties naar Amerikaanse installaties en omgekeerd. Dit houdt een gigantisch risico in voor de veiligheid van de burgers die hieraan kunnen worden blootgesteld. Die onveiligheid is reëel : in Spanje zijn ooit kernwapens uit een vliegtuig gevallen. Omdat het politiek en militair doel van kernwapens volledig voorbijgestreefd is, vormt dit een onaanvaardbaar risico.

Ook de openbare financiën worden bedreigd. Uit het verslag van de Amerikaanse Rekenkamer (mei 2011) blijkt immers dat sommige NAVO-landen niet alleen hun akkoord hebben gegeven voor nieuwe tactische kernwapens, maar ook voor de aankoop van de F35. Dat akkoord is echter noch door een Belgische minister noch door een hooggeplaatste officier van het Belgische leger ondertekend, maar zadelt ons wel op met verplichtingen voor de aankoop van militair materiaal voor miljarden euro !

De druk die de VS uitoefent om te kiezen voor de F35 is eveneens totaal onaanvaardbaar, vooral omdat het parlement daarbij volledig buiten spel wordt gezet.

In het perscommuniqué van de NAVO (mei 2012) wordt onderstreept dat de stationering van de kernwapens veilig, zeker en efficiënt is. Dat zijn nu net drie begrippen die volledig in tegenspraak zijn met dat van « kernwapen ».

Plusieurs pays ont déjà décidé unilatéralement d'éliminer les armes nucléaires de leur territoire (la Grèce en 2001 et le Canada dans les années '80-'90). D'après M. Hans Kristensen, l'Allemagne aurait entre-temps également décidé de réduire les moyens affectés aux bases dont on sait que des têtes nucléaires tactiques y sont stationnées. La Turquie aurait aussi opté pour une réduction du nombre d'armes nucléaires sur son territoire, alors que cela ne va pourtant pas de soi vu la situation géographique du pays.

Faut-il maintenir les armes nucléaires en Belgique à cause de la «menace» russe? La Russie est confrontée à un problème démographique grave (faible taux de natalité) et craint de ne plus pouvoir défendre ses frontières étant donné sa localisation entre la Chine (qui s'arme lourdement en armes conventionnelles) et les alliés de l'OTAN. Elle maintient donc son arsenal nucléaire par crainte d'une invasion. Mais cet arsenal est purement défensif. L'on ne peut donc pas affirmer que les armes nucléaires tactiques basées à Kleine-Brogel soient nécessaires pour que la Russie ne nous attaque pas, au vu de sa faiblesse démographique.

Sur la question de la modernisation des armes nucléaires, M. Hellings se réfère à la déclaration de M. Norton Schwartz, général de la Force aérienne américaine, qui soutient qu'il ne s'agit pas d'armes modernisées, mais d'armes totalement nouvelles, dotées d'une précision accrue qui leur permet d'atteindre des cibles encore plus petites.

Dans les amendements que l'intervenant a déposés à la motion de M. Anciaux, il est demandé au gouvernement non seulement de s'opposer à la modernisation des armes nucléaires tactiques, mais aussi d'interdire le stationnement, le maniement ou le transport d'armes nucléaires sur le sol belge.

Pour M. Hellings, les armes nucléaires constituent un «symbole phallique politique» du pouvoir suprême, ce qui explique pourquoi il est si difficile d'y renoncer. Les armes nucléaires ne sont là que pour garantir la cohésion de la coalition transatlantique.

Enfin, l'intervenant se réfère à la lettre ouverte de Willy Claes, Jean-Luc Dehaene, Louis Michel et Guy Verhofstadt (*De Standaard* et *Le Soir*, 19 février 2010) ont écrit que : «le signal que nous continuons ainsi à lancer au reste du monde est que les armes nucléaires sont une nécessité». Les armes nucléaires ne sont pas une nécessité, et elles n'ont aucune utilité. Si nous pouvions les rayer définitivement de notre territoire, cela pourrait inspirer le reste du monde.

Mme Lijnen revient sur l'argument de pouvoir invoqué par les anciens chefs de gouvernement belges. S'ils lancent un appel en vue de prendre des initiatives concrètes au sein de l'OTAN, cela devrait se faire idéalement en négociant avec la Russie. Ils affirment explicitement qu'ils tiennent à défendre un monde sans

Enkele landen hebben al unilateraal beslist de kernwapens van hun grondgebied te verwijderen (Griekenland in 2001 en Canada in de jaren '80 — '90). Volgens Hans M. Kristensen zou Duitsland ondertussen ook de middelen verminderen voor de bases waarvan geweten is dat er tactische kernkoppen opgesteld staan. Turkije zou eveneens beslist hebben tot een vermindering van het aantal kernwapens op zijn grondgebied, terwijl dit, gezien de ligging van het land, toch geen vanzelfsprekende zaak is.

Moeten de kernwapens in België in stand gehouden worden omwille van de Russische «dreiging»? Rusland wordt met een ernstig demografisch probleem geconfronteerd (laag geboortecijfer) en vreest zijn grenzen niet meer te kunnen verdedigen gelet op zijn ligging tussen China (dat zich sterk bewapent in conventionele wapens) en de NAVO-bondgenoten. Omdat zij een invasie vrees, behoudt het land haar kernarsenaal. Maar dat arsenaal is louter defensief. Men kan dus niet stellen dat de tactische kernwapens in Kleine-Brogel nodig zijn opdat Rusland ons niet zou aanvallen, gelet op de demografische zwakte van het land.

Wat de modernisering van de kernwapens betreft, verwijst de heer Hellings naar de verklaring van de Amerikaanse luchtmachtgeneraal Norton Schwartz die stelt dat het niet gaat om wapens die worden vernieuwd, maar wel om volkomen nieuwe wapens met een verhoogde accuraatheid die nog kleinere doelen kunnen raken.

In de amendementen die spreker heeft ingediend bij de motie van de heer Anciaux, wordt gevraagd dat de regering zich niet alleen zou verzetten tegen de modernisering van de tactische kernwapens, maar ook het onderbrengen, manipuleren of transporter van kernwapens op Belgisch grondgebied zou verbieden.

Voor de heer Hellings zijn kernwapens een «politieke fallussymbool» van de oppermacht en daarom kan men er ook zo moeilijk afstand van doen. Kernwapens staan louter voor de cohesie en het trans-Atlantisme.

Ten slotte verwijst spreker naar de opiniebijdrage van Willy Claes, Jean-Luc Dehaene, Louis Michel en Guy Verhofstadt (*De Standaard* en *Le Soir*, 19 februari 2010) waarin wordt gesteld dat : «wetende dat we hierdoor het signaal aan de rest van de wereld blijven geven dat kernwapens nodig zijn». Kernwapens zijn niet nodig en hebben geen nut. Als we nu eindelijk er een einde zouden kunnen maken op ons grondgebied, dan zou dat inspirerend werken voor de rest van de wereld.

Mevrouw Lijnen komt terug op het gezagsargument van de voormalige Belgische regeringsleiders. Als zij een oproep doen om concrete stappen te ondernemen binnen de NAVO, dan is dat idealiter in onderhandeling met Rusland. Zij stellen explicet te willen pleiten voor een wereld zonder kernwapens, maar dat moet

armes nucléaires, mais cela devra faire partie d'un nouvel engagement de tous les États nucléaires à éliminer la totalité des armes nucléaires (*Global Zero*). Voilà pourquoi il convient de lancer des négociations pour conclure des conventions interdisant les armes nucléaires. Cela est parfaitement clair et correspond à la position du gouvernement.

L'accord de gouvernement prévoit que « le gouvernement plaide pour la revitalisation et le respect du Traité de non-prolifération. Il agira résolument en faveur d'initiatives internationales pour un désarmement plus poussé — y compris nucléaire — et pour l'interdiction de systèmes d'armes à portée indiscriminée et/ou qui, de manière disproportionnée, provoquent nombre de victimes civiles ».

L'adjectif « internationales » a ici une valeur cruciale. En effet, il est naïf de croire que nous pouvons éliminer unilatéralement nos armes nucléaires et que le reste du monde nous emboîtera le pas. Nous ne pouvons pas exposer les générations futures au danger d'une menace potentielle émanant de pays comme l'Iran ou la Corée du Nord.

Voilà pourquoi Mme Lijnen ne soutiendra pas la motion de M. Anciaux. L'accord de gouvernement a été signé par tous les partis de la majorité au gouvernement, y compris le parti de M. Anciaux.

Pour d'anciens chefs de gouvernement, il est trop facile de faire de grandes déclarations après avoir exercé le pouvoir. Chacun d'entre eux aurait dû prendre ses responsabilités au moment opportun.

M. Verstreken explique que son parti partage la vision d'un monde sans armes nucléaires. Notre pays, en tant qu'État membre de l'UE et de l'OTAN, a un rôle à jouer, par le dialogue et la concertation, dans ce processus de désarmement nucléaire. Le parti de l'intervenant n'a pas attendu pour prendre des initiatives en la matière. Déjà sous le gouvernement Leterme, Steven Vanackere, alors ministre des Affaires étrangères, a mené des concertations avec quelques pays partenaires de l'OTAN, parmi lesquels nos partenaires du Benelux ainsi que l'Allemagne, dans le but d'inscrire la question du désarmement nucléaire à l'ordre du jour de l'OTAN.

Le CD&V milite également en ce sens aujourd'hui, en exécution de l'accord de gouvernement, qui prévoit clairement que le gouvernement agira résolument en faveur d'initiatives internationales (donc pas de manière unilatérale) pour un désarmement — notamment nucléaire — plus poussé et pour l'interdiction de systèmes d'armes à portée indiscriminée.

Le retrait des armes nucléaires tactiques du territoire européen est une étape importante vers un monde sans armes nucléaires. Mais pour atteindre cet objectif, notre vision doit aller de pair avec une stratégie multilatérale orientée vers les résultats. Les armes

deel uitmaken van een nieuw engagement van alle kernwapenstaten om te komen tot de eliminatie van alle kernwapens (*Global Zero*). Daarom moeten er multilaterale onderhandelingen gestart worden voor conventies, tot verbod van kernwapens. Dat is heel duidelijk en past binnen het regeringsstandpunt.

In het regeringsakkoord staat dat « de regering pleit voor het revitaliseren en het eerbiedigen van het Non-proliferatieverdrag. Zij zal op een besliste manier ijveren voor internationale initiatieven met het oog op een verdere ontwapening — inbegrepen nucleaire — en voor een verbod op wapensystemen met een willekeurig bereik en/of die disproportioneel veel burgerslachtoffers maken ».

Het woord « internationale » is hier cruciaal. Immers, het is naïef te denken dat wij unilateraal de kernwapens kunnen verwijderen en dat de rest van de wereld dan wel zal volgen. We mogen onze toekomstige generaties niet blootstellen aan het gevaar van een mogelijke dreiging uit landen als Iran of Noord-Korea.

Daarom zal mevrouw Lijnen de motie van de heer Anciaux niet steunen. Het regeerakkoord is door alle partijen van de regerende meerderheid ondertekend, inclusief de partij van de heer Anciaux.

Het is te gemakkelijk voor gewezen regeringsleiders om, na het uitoefenen van hun ambt, grote verklaringen te doen. Ieder van hen had zijn verantwoordelijkheid ten gepaste tijde maar moeten nemen.

De heer Verstreken verklaart dat zijn partij de visie van een kernwapenvrije wereld deelt. Daarom moet ons land, als EU-lidstaat en als NAVO-lidstaat, een rol spelen in dit proces via dialoog en overleg. Zijn partij heeft niet gewacht om stappen te zetten inzake nucleaire ontwapening. Reeds onder de regering Leterme heeft Steven Vanackere, toenmalige minister van Buitenlandse Zaken, samen met enkele NAVO-partnerlanden waaronder onze Benelux-partners en Duitsland, onderling overleg gepleegd om de kwestie van nucleaire ontwapening aan te kaarten bij de NAVO.

CD&V doet dit nu ook, in uitvoering van het regeerakkoord waarin duidelijk staat dat de regering op een besliste manier zal ijveren voor internationale initiatieven (dus niet unilateraal) met het oog op een verdere ontwapening — inbegrepen nucleaire — en verbod op wapensystemen met een willekeurig bereik.

De verwijdering van tactische kernwapens uit Europa is uiteraard een belangrijke stap op weg naar een kernwapenvrije wereld. Om het doel te bereiken moet onze visie ook gepaard gaan met een resultaatsgerichte multilaterale strategie. Kernwapens in Europa

nucléaires en Europe font partie d'une stratégie nucléaire de l'OTAN.

M. Vanlouwe précise que son parti entend contribuer au projet d'un monde sans armes nucléaires. En guise de première étape, il prône le retrait des armes nucléaires de Kleine-Brogel et de partout ailleurs en Europe.

Les armes nucléaires de Kleine-Brogel sont des armes américaines de type B61, gérées (et surveillées) par une unité américaine (la 701e MUNSS, composée d'environ 110 à 130 hommes). Moyennant l'autorisation de la *National Command Authority*, ces armes peuvent être prises en charge par des forces aériennes nationales (européennes) en vue d'être larguées par des avions de chasse européens sur des cibles définies par l'OTAN.

Ces armes sont basées à Kleine-Brogel dans le cadre du partage nucléaire, un concept de l'OTAN qui prévoit que des pays non nucléarisés soient associés à la planification et à la mise en œuvre de la stratégie nucléaire de l'Alliance.

En dehors de Kleine-Brogel, des armes nucléaires américaines sont également stationnées dans d'autres pays européens (les Pays-Bas, l'Allemagne, l'Italie, la Turquie). Par ailleurs, la France et le Royaume-Uni disposent chacun de leur propre programme d'armement nucléaire.

À l'heure actuelle, certains États membres européens de l'OTAN (par exemple, la Hongrie, la Lituanie et la France) sont toujours opposés à un retrait des armes nucléaires américaines et empêchent donc qu'un consensus soit trouvé en la matière.

Le retrait des armes nucléaires du territoire européen est un sujet sensible pour certains pays membres de l'OTAN. Souvent, cela s'explique — certainement pour les anciennes républiques soviétiques (les États baltes) et les anciens pays communistes (comme la Hongrie) — par le souci d'avoir des garanties en matière de sécurité. Ces pays voient dans les armes nucléaires une assurance symbolique d'un engagement (des États-Unis/de l'OTAN) en faveur de leur sécurité.

L'intervenant souligne que son parti est favorable au retrait des armes nucléaires de Belgique et d'Europe. La visite du président américain prévue le 26 mars 2014 dans le cadre de concertations menées avec l'UE, l'OTAN et le gouvernement est une belle opportunité pour soulever la question du retrait. Le gouvernement ou certains de ses représentants doivent profiter de l'occasion pour relayer auprès du président américain l'appel politique lancé dans l'hémicycle en faveur du retrait des armes nucléaires du territoire.

Il faut en outre plaider pour que le dossier du désarmement nucléaire soit réinscrit à l'ordre du jour de l'OTAN. À cet égard, une solution peut être

zijn een onderdeel van een nucleaire strategie van de NAVO.

De heer Vanlouwe stelt dat zijn partij wil meewerken aan het project van een kernwapenvrije wereld. Als een eerste stap bepleit spreker de terugtrekking van de kernwapens uit Kleine-Brogel, evenals uit de rest van Europa.

De kernwapens in Kleine-Brogel zijn Amerikaanse wapens van het Type B61, die door een Amerikaanse eenheid (701th MUNSS, +- 110-130 manschappen) worden beheerd (en bewaakt). Als het Amerikaanse *National Command Authority* zijn toestemming geeft, worden deze wapens aan nationale (Europese) luchtmachten overgedragen, waarbij ze door Europese jachtvliegtuigen worden afgeworpen op door de NAVO bepaalde doelwitten.

Deze wapens liggen daar in het kader van « *Nuclear Sharing* », een NAVO-concept waarbij niet-nucleaire Staten worden betrokken in de planning en uitvoering van de nucleaire strategie van de Alliantie.

Naast Kleine Brogel, liggen er ook Amerikaanse kernwapens in de andere Europese Landen (Nederland, Duitsland, Italië, Turkije). Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk hebben elk hun eigen kernwapenprogramma.

Vandaag de dag zijn er nog steeds Europese NAVO-lidstaten (zoals Hongarije, Litouwen, Frankrijk) die tegen de terugtrekking van de Amerikaanse kernwapens zijn en dus een consensus ter zake in de weg staan.

De terugtrekking van kernwapens uit Europa ligt gevoelig bij sommige NAVO-landen. Vaak heeft dit — zeker voor oud USSR-deelrepublieken (Baltische Staten) of vroegere communistische landen (zoals Hongarije) — te maken met veiligheidsgaranties. Deze landen zien de kernwapens als een symbolische verzekering van een (Amerikaans/NAVO) engagement voor hun veiligheid.

Spreker onderstreept dat zijn partij de terugtrekking van de kernwapens uit België en Europa bepleit. Een goed ogenblik om de vraag tot terugtrekking ter sprake te brengen, is het bezoek van de Amerikaanse president op 26 maart 2014 om overleg te plegen met de EU, NAVO en de regering. De (vertegenwoordigers van de) regering moet hierbij aan de Amerikaanse president de politieke roep in het halfrond om de kernwapens van het grondgebied te verwijderen, kenbaar maken.

Bovendien moet geijverd worden om het dossier van de kernontwapening opnieuw op de NAVO-agenda te plaatsen. Hierbij kan binnen de NAVO naar

recherchée au sein de cette organisation en vue de procéder au retrait des armes nucléaires du territoire de la Belgique, ainsi que du territoire des autres « pays hôtes ».

Il faut toutefois rechercher une solution qui permette de rencontrer les besoins/aspirations des pays qui empêchent actuellement de dégager un consensus en vue d'un retrait (en accordant par exemple des garanties alternatives en matière de sécurité).

La N-VA est favorable au retrait des armes nucléaires américaines stationnées en Belgique et en Europe. Pour ce faire, il faudra conclure, dans le cadre de l'OTAN, les accords nécessaires pour parvenir à un consensus.

Aux yeux de M. Anciaux, beaucoup de choses ont changé depuis 1981. Dès lors que la nécessité de réduire le nombre d'armes nucléaires fait l'unanimité, le moment est venu d'agir concrètement. Le seul argument qui subsiste en faveur des armes nucléaires est celui de la dissuasion face au nouvel ennemi qu'est le Pakistan. Cet argument ne justifie pas qu'on se lance dans une nouvelle surenchère nucléaire. Le Pakistan est en effet un allié des États-Unis; les militaires américains stationnés au Pakistan sont plus nombreux que les militaires pakistanais. Laissons le soin aux Etats-Unis de négocier avec le Pakistan.

Le Sp.a est opposé à la modernisation des armes nucléaires et favorable au retrait de ces armes de notre territoire, et ce sera assurément une des revendications de ce parti lors des prochaines négociations.

M. De Decker souligne que l'OTAN, l'UE et leurs États membres respectifs ne veulent qu'une chose : un désarmement nucléaire rapide et des négociations en vue de ne conserver qu'un minimum d'armes. Au cours des vingt-cinq dernières années, des avancées ont été réalisées dans le domaine du démantèlement des armes nucléaires. Une politique agressive serait donc un mauvais signal adressé aux membres fidèles de l'OTAN.

Le seul objectif de l'OTAN est d'oeuvrer pour un monde sans armes nucléaires, ou tout au moins pour un monde le moins militarisé possible.

M. Vanlouwe considère que les armes nucléaires n'ont pas vocation à être utilisées, mais à jouer un rôle dissuasif. La menace persiste, même si l'adversaire n'est plus le même. En fin de compte, tout le monde est favorable à l'éradication complète des armes nucléaires de la surface du globe, mais il faut d'abord définir la manière la plus efficace d'y arriver.

*
* *

een oplossing worden gezocht om de wapens te verwijderen uit België, evenals de overige Europese « gastlanden ».

Hierbij moet evenwel naar een oplossing worden gezocht om tegemoet aan de noden/verzuchtingen van de landen die op dit ogenblik een consensus rond een terugtrekking in de weg staan (zoals door het verstrekken van alternatieve veiligheidsgaranties).

De N-VA is voor de terugtrekking van de Amerikaanse kernwapens uit België en Europa. Hiervoor zal men binnen de NAVO de nodige afspraken moeten maken om tot een consensus te komen.

Voor de heer Anciaux is er sinds 1981 veel veranderd. Aangezien iedereen voorstander blijkt te zijn van een vermindering van het aantal kernwapens, is het ogenblik aangebroken om echt stappen te zetten. Het enige argument voor kernwapens dat overeind blijft, is de afschrikking en de nieuwe vijand, Pakistan. Dat is geen argument om een nieuw nucleair opbod te beginnen. Pakistan is immers een bondgenoot van de VS; er zijn meer Amerikaanse militairen in Pakistan gestationeerd dan Pakistaanse. Laat het aan de VS over om met Pakistan te onderhandelen.

Sp.a is tegen de modernisering van kernwapens en voor het verwijderen van die wapens uit ons grondgebied. Dat zal zeker door deze partij geëist worden bij de volgende onderhandelingen.

De heer De Decker onderstreept dat de NAVO, de EU en hun lidstaten slecht één ding willen : zo vlug mogelijk ontwapenen en onderhandelen voor zo min mogelijk wapens. De laatste vijfentwintig jaar is er vooruitgang geboekt in het verminderen van het aantal kernwapens. Het zou dus een slecht signaal zijn aan de trouwe NAVO-landen om nu een agressief beleid te voeren.

De NAVO heeft als enig doel te ijveren voor een kernwapenvrije wereld, minstens voor een wereld met zo weinig mogelijk wapens.

Volgens de heer Vanlouwe is het doel van kernwapens niet het gebruik ervan, maar wel de afschrikking. De dreiging blijft, ook al is de tegenstander veranderd. Iedereen is uiteindelijk voorstander van een kernwapenvrije wereld, maar eerst moet bepaald worden hoe men dat het best kan bereiken.

*
* *

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,

Armand DE DECKER.
Sabine VERMEULEN.

Le président,

Karl VANLOUWE.

Vertrouwen wordt geschenken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Armand DE DECKER.
Sabine VERMEULEN.

De voorzitter;

Karl VANLOUWE.